

Mobiliser les leaderships communautaires et renforcer les capacités locales dans les zones frontalières du Sahel

La dégradation de la sécurité, combinée à l'éloignement géographique, rend difficile l'accès aux services publics et affaiblit la cohésion sociale dans les zones frontalières du Sahel. Dans ce contexte, les communautés locales émergent comme des acteurs essentiels pour restaurer la stabilité et la résilience. Le Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du Sahel -PDU-UE, financé par l'Union européenne, s'appuie sur cette dynamique pour soutenir les leaderships communautaires et les populations locales, en misant sur une approche transfrontalière.



A Dori, un atelier bilan du projet Améliorons Nos Vies (ANV) sous la présidence de Monsieur le Gouverneur de la région du Sahel © Progetto Mondo / PDU-UE/ UE. 2024

L'engagement des leaderships communautaires, en priorité

Le PDU-UE investit dans la formation et l'accompagnement des leaders locaux, axés sur la gestion des conflits, la promotion des droits humains et la gouvernance locale. Dans les communes de Douentza, Hairé, Hombori et Mondoro au Mali, l'ONG Delta Survie a, par exemple, dispensé des formations qui ont renforcé la capacité des autorités à gérer les crises en respectant les droits des citoyens. En complément, au Niger, au Tchad et au Mali, le programme a mis en avant l'importance de l'autonomie et de la légitimité des chefferies locales et des comités informels, tels que les conseils de village et les groupes de jeunes et de femmes. Ces structures, sous pression constante des groupes armés, ont bénéficié de formations à la cohésion sociale, ce qui a renforcé leur rôle dans la gestion communautaire et favorisé une coopération efficace avec les administrations locales. Cette approche a permis de maintenir les initiatives du programme, même dans les zones les plus fragiles.

De plus, au Niger et au Mali, l'établissement de Cellules de veille citoyenne a renforcé l'implication des communautés dans la gestion des affaires publiques, en leur donnant la possibilité de surveiller et d'évaluer les actions des administrations locales. En Mauritanie, l'ONG ADICOR a accompagné les habitants de la commune de Fassala en les impliquant activement dans un processus d'apprentissage sur leurs droits et les responsabilités des administrations locales. Grâce à des formations et à des discussions sur les priorités de développement et la gestion des budgets communaux, les citoyens ont pu s'engager pour la première fois dans des réunions publiques sur la gestion des ressources locales, favorisant ainsi la transparence et la responsabilité des autorités.

Les succès du dialogue transfrontalier

Le PDU-UE a réussi à instaurer des mécanismes de coopération transfrontalière dans des contextes marqués par des tensions et des conflits. Son projet RECOLG illustre cette réussite à travers la création de cadres de coopération transfrontalière dans la zone du Liptako-Gourma, impliquant les communautés et les autorités locales du Mali et du Niger. Ces initiatives ont permis aux acteurs locaux de gérer de manière conjointe des défis tels que l'élevage et l'agriculture. L'engagement des comités de gestion des puits au Niger et au Tchad a permis de consolider des plateformes de dialogue entre les organisations de la société civile et les autorités des deux pays, aboutissant à un accord formel de coopération reconnu par des hauts représentants gouvernementaux et les partenaires internationaux présents dans la région. « Pour ce faire, nous travaillons à renforcer les services techniques déconcentrés de l'État », précise Hamidou Diallo, coordinateur régional du projet RECOLG du PDU-UE, soulignant l'importance de cette approche pour renforcer les structures locales et gérer efficacement les défis communs dans les régions transfrontalières.

Les plateformes d'échange initiées par son projet RECOSOC entre le Niger et le Burkina Faso montrent l'importance du partage des connaissances et des expériences entre les acteurs transfrontaliers. Un cas particulier est l'accord de coopération formel entre les autorités locales et les OSC du Niger et du Tchad, inauguré en 2023, qui a consolidé la cohésion sociale dans des zones souvent sujettes à des conflits en raison de l'accès limité aux ressources essentielles comme l'eau et la terre.



Activité de sensibilisation à Amsia, près de Dori au Burkina Faso ©Progetto Mondo/ PDU-UE/ UE. 2024

Projets PROGRESS et PARIC : des initiatives pour la paix et la cohabitation pacifique entre communautés hôtes et populations déplacées.

PROGRESS

- 80 activités de formation et de dialogue ont été menées, centrées sur la résolution pacifique des conflits et la promotion de la cohabitation pacifique.
- Plus de 3 300 participants ont pris part à ces activités, renforçant ainsi la capacité des communautés et de leurs leaders à gérer les conflits de manière pacifique.

PARIC

- 180 activités de dialogue, séminaires et forums de médiation ont été organisés, impliquant la population, les représentants de l'État et les autorités locales.

Cet article a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne à travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique. Son contenu relève de la seule responsabilité du PDU-UE et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

Publication pour les réseaux sociaux

 Journée des droits de l'Homme | Soutenir la paix et la cohésion au Sahel 

L'engagement des leadership communautaire dans les zones frontalières du Sahel comme vecteur de succès des initiatives PDU-UE. Avec le soutien de l'UE, le Programme d'urgence du Sahel renforce les capacités des leaders locaux pour restaurer la cohésion sociale et améliorer la sécurité dans les zones frontalières. Formations et initiatives transfrontalières se multiplient pour faciliter la gestion pacifique des conflits et soutenir la résilience des communautés.

 Découvrez dans cet article comment le PDU-UE valorise les forces locales pour renforcer la cohésion sociale au Sahel.